
Délégation "Modes de vie, comportements sociaux"

8 mars 2010



Contribution de Catherine MAILLOT

Masculin-Féminin : réflexions pour le Conseil de développement et... pour la société

Participer aux travaux du Conseil de développement présente un intérêt certain, selon le thème que l'on privilégie. C'est aussi une occasion d'observation des rapports entre les individus et d'analyse des comportements. Dans la société civile, comme chez les élus, la question de la parité, et plus largement du rapport homme-femme, reste encore à traiter pour qu'un regard nouveau soit porté sur la manière d'aborder les grands enjeux contemporains.

65 073 482 habitants en France : 50% sont des françaises

Pourtant, les femmes restent encore minoritaires, aussi bien chez nos élus que... parmi les membres du Conseil de développement. Si la loi sur la parité a permis de faire élire beaucoup plus de femmes dans les conseils municipaux et régionaux, elles n'ont pas forcément accédé à des fonctions de responsabilité locale. Dans les conseils généraux, les résultats sont aussi décevants. Quant aux structures intercommunales, auxquelles la loi ne s'applique pas, la présence des femmes reste insuffisante. De même, dans les entreprises ou dans la haute fonction publique, les femmes restent très minoritaires aux niveaux de direction. Pour Guy Geoffroy, l'un des rares hommes à siéger à la délégation des droits des femmes de l'Assemblée nationale : *"On est forcément plus en phase avec la société quand on est représentatif de l'ensemble de ses éléments"*. La démocratie élémentaire, c'est la parité : dans la gestion de la cité, dans la gestion des entreprises, des associations mais aussi dans la gestion domestique. Alors ?

En 2010, serait-on encore à l'époque des cavernes ? Est-on encore marqué par l'archétype de l'homme chasseur, guerrier et chef par rapport à celui de la femme servante de son mari et de son patron ? Au-delà de la caricature, tous les milieux sociaux peuvent être concernés. Face au non respect de la parité, sommes-nous toujours face à la misogynie profonde (à la fin des années 1990, on entendait encore des députés crier "à poil !" quand une femme ministre intervenait), à la haine héritée de la guerre des sexes (on a entendu

certain, en 2007, se demander qui allait garder les enfants d'une candidate à l'élection présidentielle) ? Pourquoi reste-t'on incapable de mettre en avant les potentialités féminines (que les hommes possèdent aussi) pour harmoniser un mode masculin (dont les femmes sont aussi détentrices) ?

Quand une femme sort du schéma traditionnel, elle est observée, surveillée, jugée et cela bien plus qu'un homme qui fait le contraire et qu'on admire de s'occuper de ses enfants, par exemple. Et cette femme, pour durer dans une fonction réservée aux hommes, n'a pas d'autre choix que de "devenir un homme" dans sa façon de penser, d'agir, de se comporter et de parler... Dans ce contexte, les spécificités féminines ne peuvent absolument pas se mettre en jeu et proposer une facette innovante de concevoir la gouvernance du monde !

Des effets pervers de la parité forcée

Ce qui est resté inquiétant, c'est l'utilisation qu'on fait de façon inversée des femmes. Quand on choisit une femme pour son genre et non pas pour ses qualités personnelles ou ses diplômes, quand elle figure sur une liste de candidats en position éligible, pas pour ses compétences mais parce que c'est obligatoire, l'effet est pervers : si, une fois désignée, les femmes en question, ne sont pas "à la hauteur", il est commode de dire "vous voyez bien elles n'y arrivent pas", "ça n'est pas un travail de femme !" Etc... Dès lors, ce sont toutes les femmes qui sont discréditées, mais pas seulement, les hommes qui les soutiennent vraiment le sont également.

Une femme n'est pas un homme et pour nombre d'entre elles (pas toutes !), les bagarres d'égos surdimensionnés, qui accompagnent la plupart des hommes de pouvoir, les fatiguent et leur donnent envie de prendre leurs jambes à leur cou ! Alors, même si elles ont mis le pied à l'étrier dans une entreprise, dans une association, dans la vie politique, elles seront plus facilement tentées par le découragement. Elles n'ont pas toutes envie de gaspiller leur énergie pour "être calife à la place du calife". Elles veulent bien se donner corps et âme, mais pas juste pour un titre et pas à n'importe quel prix. Les dirigeants des principaux partis, en contradiction avec un texte qu'ils ont voté, ont peut-être subi une sanction financière, faute d'avoir fait siéger à leurs côtés des femmes, mais ils ont surtout perdu de quoi enrichir leurs travaux d'expériences, de culture, de différences. En un mot, ils se sont privés d'apporter un autre regard sur la politique et un certain changement dont notre société, si ce n'est notre civilisation, a besoin. On a l'impression qu'il y a une certaine absence d'intérêt du côté des dirigeants politiques, qui ne voient pas dans l'insuffisance de femmes-femmes à de nombreux postes-clé, ou dans le fait de choisir des femmes transformées en hommes, une quelconque atteinte à la démocratie, ni une des raisons de la crise profonde qui mine notre vie politique et voit croître les abstentions.

Quand des femmes sont élues, elles regrettent que dans les municipalités, on les trouve encore trop souvent cantonnées à certains domaines. Les plus "grosses" délégations sont tenues par des hommes : l'économie, l'assainissement, les transports ou l'aménagement du territoire. Il y a peu d'homme à la petite enfance ! Mais elles reconnaissent dans le même temps que leur "vécu" et leur "expérience" les amènent naturellement à traiter des sujets de proximité et de vie quotidienne qui n'intéressent pas la plupart des hommes. C'est logique, puisque dans la société actuelle ce sont encore elles qui prennent en charge la sphère privée, elles sont naturellement plus sensibles à des préoccupations de la vie quotidienne, elles qui doivent mener de front leur vie de femme, de mère, de ménagère, de salariée et d'élue. Elles vont plus directement à la solution. Et surtout, elles souhaitent des résultats. Elles ne lâchent pas tant qu'elles ne sont pas arrivées au bout de ce qu'elles ont entrepris. Les négociations difficiles à mener ne leur font pas peur ; beaucoup moins que les palabres stériles ou les cocktails interminables...

Les femmes ont, par ailleurs, contribué à faire émerger dans le débat public des sujets jusque-là ignorés par les hommes. "Les violences faites aux femmes ou la contraception d'urgence n'auraient jamais été prises en

compte s'il n'y avait pas eu de femmes pour les porter". Maryse Ardit, vice-présidente du conseil régional du Languedoc-Roussillon en charge de la formation professionnelle dit prêter une "oreille attentive" aux formations proposées aux jeunes femmes, qui ne veulent plus forcément être cantonnées à l'esthétique et à la coiffure.

Et les simples citoyennes ?

Cette situation est aggravée par l'indifférence, sinon l'hostilité de bien des femmes pour la parité, et l'inexistence du féminisme constructif français sur la scène médiatique. Dans le même temps, le seul progrès un peu rassurant du tableau c'est que des hommes, discrets souvent, continuent de plus en plus nombreux à prendre le parti des femmes et surtout à revendiquer leur part de féminité. Et cela touche plusieurs générations.

Pour bon nombre de femmes, la parité politique n'est pas une priorité. Beaucoup considèrent que l'action contre les violences, l'application de la loi sur l'IVG et la contraception, l'égalité professionnelle, la multiplication des gardes d'enfants, l'aménagement du temps de travail, viennent en premier. Qui leur en voudrait : la garde des enfants, généralement attribuée à la femme en cas de divorce, reproduit la division traditionnelle des rôles et diminue la disponibilité des femmes pour des investissements citoyens. Le libéralisme a joué un rôle important dans l'émancipation de la femme, mais il tend aussi à restreindre les protections contre les discriminations salariales ou celles qui concernent l'emploi et la carrière. Ainsi, le temps partiel est souvent contraint et tend à devenir la norme chez les femmes. Elles sont un nombre croissant à élever seules leurs enfants en dessous du seuil de pauvreté.

Mais c'est aussi pour les aider, quand on a la chance de voir de plus haut, qu'il ne faut pas oublier que tous ces sujets se tiennent, ne font qu'un, et que plus de femmes dans les bureaux municipaux, dans les bureaux des conseils généraux et régionaux, au Parlement et au Sénat, dans les bureaux des associations et dans les conseils d'administration des entreprises du CAC 40 accélèreraient le mouvement général. Une chose est sûre : à cet instant rien ne menace la tranquillité de l'ordre établi par cette sorte d'impérialisme de la masculinité.

Où sont les femmes ?

Pour qu'une femme s'investisse pour sa commune, son département, sa région, son pays, son entreprise, une association, il faut donc que chez elle, elle soit soutenue. Il faut que les tâches, ou leur délégation, domestiques, ménagères et celles concernant les enfants, soient partagées ; on est deux pour se mettre en couple, pour concevoir les enfants...Il est vrai que durant 9 mois et la première année de vie, c'est physiologique, la mère est indispensable. Mais au-delà de cette période, des hommes, encore trop peu nombreux, prouvent leur capacité à participer équitablement, tout en conservant leur rôle symbolique de père, laissant le loisir à leur compagne de s'investir en dehors du foyer et en dehors d'un travail salarié.

On dit communément qu'une femme a deux journées de travail : la première à l'extérieur pour gagner un salaire et la deuxième en rentrant à la maison, ce qui entrave au passage sa carrière professionnelle. La réussite professionnelle des femmes se fait surtout dans des domaines qui subissent une certaine désaffection de la part des hommes, comme la fonction publique ou l'enseignement. En revanche, les femmes occupent moins de 5 % des postes de direction en matière de recherche scientifique dans l'Union européenne, et environ 2 % des postes de numéro un ou deux des entreprises françaises de plus de 500 salariés. Certaines professions se sont cependant féminisées sans trop perdre de leur "valeur sociale" : droit, médecine, journalisme. Demander à une femme de s'investir dans un engagement associatif, ou politique c'est pour certaines s'atteler à une 3^e journée. Et au risque non négligeable de voir voler en éclat sa

vie personnelle : tous les maris ne vivent pas forcément bien que leur femme sorte le soir et soit plus masculine qu'eux !

À côté de cela, un certain culte de la violence et des conduites "viriles", en particulier dans certains milieux populaires, pourrait selon les féministes conduire à une remise en cause de l'égalité des femmes et des hommes. N'oublions pas que la France est le pays des droits de l'homme, pas ceux de la femme...

Pour que les femmes s'investissent, il va donc falloir faire plus que les contraindre à se mettre dans un moule masculin, il va falloir les convaincre de leur utilité en la matière, leur permettre d'agir à leur façon et créer des espaces dans leur vie quotidienne pour que ce soit possible. Il faut ouvrir la voie à une société qui sorte des discriminations quotidiennes banales dont la féminité des femmes et des hommes souffre depuis trop longtemps...

J'ai fait un rêve... notre pays devenait le pays des droits des êtres humains qui utilisaient leur masculinité et leur féminité pour que vive un monde meilleur...